



Y A-T-IL (au moins) UN PILOTE DANS L'AVION ?

Le crash de l'Airbus Barcelone-Düsseldorf le 24 mars dernier au-dessus des Alpes vient nous rappeler tragiquement que l'homme est faillible, tant physiquement que psychologiquement. Mais il n'empêche que la course effrénée au profit ne doit pas être occultée dans l'arbre des causes de ce drame horrible. En effet il n'y a pas si longtemps il y avait systématiquement 3 personnes dans les cockpits (pilote, co-pilote, radio), ce qui dans ce cas précis aurait permis d'éviter la catastrophe. Les syndicats avaient à l'époque condamné cette fragilisation de la chaîne de sécurité pour des motifs de rentabilité. Ceci nous rappelle, à nous autres anciens chemins, le recul tant social que

pour la sécurité de la mise en place de la conduite à agent seul, initiée dès les années 60 sur les trains de voyageurs (avec un contrôleur présent dans le train), au nom de la VA, puis expérimentée dès 76 avec le seul conducteur, sur les Z 6400 de Roissy-Rail, avec équipement de télévision sur les quais, puis testée deux ans près sur les trains de marchandises « grâce » à la radio sol-trains.



Aujourd'hui le conducteur est seul maître à bord sur la quasi-totalité de trains de fret et de banlieue. Des « expérimentations » sont lancées pour généraliser ce processus sur les trains régionaux (l'ANS, Accompagnement Non Systématique), qui a conduit à une forte réaction des conducteurs et agents de train sur Paris-Beauvais. Des réflexions sont en cours pour étendre ce travail de sappe aux TGV, avec accueil-filtrage à quai, et ce toujours au nom de la sainte trinité productivité, rentabilité, lutte contre la concurrence. Le coup de folie d'un conducteur seul avec ses problèmes, son stress, la dureté de la vie moderne dans notre société ultra-libérale est-il pour autant inenvisageable, avec des conséquences funestes prévisibles ?

Ce dogme suicidaire qui guide nos hommes politiques et nos décideurs comme un mantra se retrouve dans les déclarations de notre premier ministre, après la déculottée des élections départementales. « J'ai entendu le message, mais je continue le cap », dut-il mener ce gouvernement qui n'a plus de gauche que le nom, dans le mur. Les autistes sont aux commandes, et la montagne pointe sa masse menaçante à l'horizon. Ce que nos gouvernants ne veulent pas voir, cette chronique d'un crash annoncé, le peuple le sent, le vit, et en souffre. Cela explique en partie le vote de désespérance vers l'extrême-droite, qu'il nous faut encore qualifier de suicidaire, le fort taux d'abstention (1 électeur sur 2, et encore plus dans les zones urbaines ou rurales sinistrées), ainsi que le nombre non négligeable de votes blancs, visible depuis qu'il est décompté (5,71% au 2^{ème} tour des ex-cantoniales, soit environ 1 145 000 électeurs !). C'est dire que notre système électoral et la 5^{ème} république sont à bout de souffle. Il est donc grand temps que les « forces de gauche » s'unissent enfin sur un programme cohérent afin d'éviter en 2017 d'aller droit dans le mur. Il est également impérieux que les forces syndicales sortent enfin de leur hébétude et de leur sclérose pour apporter une cheville ouvrière à l'édifice de la démocratie participative, faute de quoi c'est tout l'édifice républicain qui risque de s'effondrer.

Rédaction

Daniël Boule
Charles Bouhanna
Jean Claude Denier
Bertrand Lecointre
Gilles Le Loup
Eric Marchiando
Gérard Millant
Patrice Perret
Yves Roussel
Alex Sécrable
Michel Valadier
Alain Vialette

Notre Camarade Serge Torrano n'est plus

Serge Torrano est décédé le 30 mars à l'hôpital d'Agen des suites d'un infarctus à l'âge de 65 ans. Serge était un militant de la Classe Ouvrière depuis son entrée dans le monde du travail. Lorsqu'il rentre à la SNCF après mai 68, à la «cale» à Juvisy puis comme aiguilleur, il entre à la CGT mais il en est viré pour cause de non conformisme. Il milite ensuite à la CFDT et deviendra le Secrétaire du syndicat de Paris Sud-Ouest en 1989. Il le restera jusqu'en 1996 date où il participera à la création de SUD-Rail sur la région de PRG.

Il était un militant de terrain cherchant en permanence le contact avec les plus jeunes parce qu'il avait des idées à leur transmettre. Ce qu'il faisait à merveille quand il participait aux formations de jeunes militants. Il tenait à leur donner les arguments pour juger par eux-mêmes mais plus encore quelles étaient les positions sur lesquelles il ne fallait pas transiger : «les travailleurs d'un coté, les patrons de l'autre». Il était devenu le spécialiste de la recherche des personnes qui se fourvoyaient dans les compromissions. Pour lui, la pureté du combat « classe contre classe » était une obligation. C'est pour cette raison qu'il se méfiait par-dessus tout de ceux qui dans les syndicats fréquentaient un peu trop les salons des patrons ou des ministres. Il aurait voulu que toute négociation soit placée sous le contrôle des travailleurs. C'est ce qui lui fit



choisir dans les grèves de 1971 et 1986/87 de mettre l'organisation de la lutte dans des comités de grève où chaque gréviste a une part égale à tous les autres. Ainsi suivant ce principe, il participa à la Coordination inter catégories des cheminots pendant la grève de 86/87 parce qu'elle rassemblait les travailleurs en grève quelles que soient leur catégorie.

Un autre trait de sa personnalité, c'était son courage et sa témérité. Il se mettait en avant bravant les conventions, et par sa détermination entraînait les hésitants derrière lui. Nous avons tous l'image de Serge armé de son mégaphone haranguant les manifestants et harcelant les flics qu'il haïssait plus que tout. Dans les Assemblées de grévistes, il savait motiver les troupes en donnant les perspectives et les enjeux avec un but qu'il assenait sans cesse : voilà ce qu'il faut faire pour gagner. C'est la raison pour laquelle Serge était toujours entouré de jeunes qui trouvaient en lui un modèle, qu'on avait envie de suivre et

d'imiter. Ainsi cet enthousiasme était payant, puisqu'il a entraîné dans le syndicat quantité de ces jeunes qui sont devenus des militants. Pour cela la classe ouvrière lui doit un sacré coup de chapeau.

Serge était un homme de convictions qu'il défendait en toutes circonstances. Ses idées étaient profondément imprégnées en lui, de par ses origines de fils de réfugié espagnol ayant fui l'Espagne tombée aux mains de Franco.

Depuis son départ en retraite, il militait dans les mouvements sur le logement. Mais aussi auprès des étudiants où il montrait ses qualités de pédagogue. Dans la section des retraités de PRG, dans chaque réunion, il apportait son analyse pertinente. Et encore dans chaque manif, ou alors dans les luttes comme pour NDDL, il amenait sa bonne humeur et son plaisir de la lutte dans la joie.

Serge tu nous manques, tu resteras parmi nous par ta disponibilité, ton enthousiasme. Reçois ici l'hommage de tous ceux qui t'ont connu et aimé.



Session décentralisée à Camaret du 8 au 12 juin 2015

Vous avez dû recevoir le courrier vous invitant à participer à la session décentralisée de notre liaison Retraités. Vous savez donc qu'elle aura lieu à Camaret-sur-Mer du 8 au 12 juin prochain. Le centre de vacances géré par le CCE SNCF nous y accueillera dans un cadre enchanteur. Comme d'habitude, nous fonctionnerons de la façon la plus autogestionnaire possible avec l'implication de tous les participants. On vous y attend nombreux(ses) mais attention la capacité d'accueil

maxi est de 60 ! N'oubliez pas d'amener votre esprit « Solidaire » et votre bonne humeur. Merci de vous inscrire vite cela nous permettra une meilleure

La date limite d'envoi de votre inscription est fixée au 18 mai 2015. N'oubliez-pas !

organisation. Coté pratique, nous vous demandons de programmer votre arrivée en train à Brest de manière à pouvoir prendre le bus qui vous conduira

à Camaret. En effet, vu la distance, nous réserverons les acheminements en voiture aux cas « extrêmes ». Il est aussi important d'aviser votre syndicat de votre participation à cette session car il pourra, s'il l'a décidé et si vous êtes d'accord, participer financièrement à votre séjour. Nous adresserons aux participants, courant mai, un document précisant le programme et les modalités pratiques de cette session. Nous comptons sur vous pour réussir cette treizième édition !

Les Chibanis de la SNCF.

Le Procès des Chibanis de la SNCF a eu lieu du 23 au 26 mars 2015

Le terme Chibanis désigne en France les travailleurs immigrés, généralement maghrébins, devenus retraités immigrés. Les 916 Chibanis de la SNCF passeront devant le Conseil des Prud'Hommes de Paris (CPH), afin de se présenter devant le juge départiteur, juge professionnel qui tranchera le litige concernant la discrimination qu'ils ont subie durant toute leur carrière. La justice passera 4 jours à juger le traitement discriminatoire de la SNCF envers ces 916 Anciens. Divisés en 18 groupes, les 916 Chibanis, depuis 2009, passent groupe par groupe devant le CPH, avec un nombre impressionnant de renvois. Bien

ser la promotion qui va avec, parce que non français. La discrimination a également porté sur la protection sociale, inférieure à celle de leurs collègues français : les Chibanis doivent travailler en moyenne sept ans de plus que leurs collègues français, pour une retraite deux fois plus petite, ils n'ont pas accès aux médecins SNCF, et les pensions de reversion aux veuves sont misérables, en moyenne 300 euros. Les postes tenus par ces « indigènes du rail » n'étaient guère attrayants pour les cheminots français, parce que très durs tels la pose et l'entretien des voies ferrées d'une part, et la manoeuvre dans les triages. La pénibilité physique et le

ratifiée bien avant. La SNCF ne respecte pas le principe d'égalité de traitement entre des salariés placés dans une situation identique. L'article 64 de l'accord euro-méditerranéen du 27 février 1976, modifié le 26 février 1996 stipule que « chaque état membre accorde aux travailleurs de nationalité marocaine sur son territoire un régime caractérisé par l'absence de toute discrimination fondée sur la nationalité, par rapport à ses propres ressortissants, en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération et de licenciement ». La SNCF, en voulant faire traîner les choses en justice, promet aux Chibanis cheminots 25 années de procédure judiciaire, comme les autres Chibanis...

A ce jour, des dizaines de ces Chibanis sont morts, beaucoup au travail, et les autres, encore vivants, ont en moyenne 60 ans. Au final, comme les anciens combattants qui ont vu l'alignement de leurs pensions sur celle des militaires français, ce combat sera gagné. L'entreprise d'Etat qu'est la SNCF, se verrait grandie de reconnaître les droits de ces 950 pères de famille, dont les enfants sont français, qui voient les droits de leurs papas bafoués.

Leur combat qui dure depuis 10 ans et tous les syndicats n'ont pas mis tout leur poids pour les aider à gagner. Une société qui ne respecte pas ses anciens, n'a pas d'avenir.

Le délibéré du jugement du tribunal des Prud'Hommes de Paris interviendra dans le courant du mois de septembre 2015.

Travailleurs français, immigrés, Mêmes patrons, même combat

que chaque personne ait un parcours différent, une seule caractéristique les réunit, la discrimination. Ces cheminots ont essentiellement été recrutés au Maroc. Leur contrat stipulait « le travailleur doit recevoir à travail égal, une rémunération égale (indemnités comprises) à celle de l'ouvrier français de même catégorie employé dans l'établissement... » Quand ils sont arrivés en France, ils se sont vus rattachés à la convention collective de la métallurgie, au lieu d'être rattachés à celle du chemin de fer. Les Chibanis cheminots ne peuvent évoluer que sur trois grades contre huit grades pour les cheminots français, refus d'accès aux examens parce qu'étrangers, et même ceux qui ont réussi à passer les concours avec succès se sont vu refu-

travail en extérieur par tous les temps, ont induit une santé particulièrement dégradée. A ce jour, beaucoup de ces camarades occupent les mêmes postes qu'à leur arrivée, il y a environ trente-cinq ans maintenant. Ces cheminots ne sont pas des « contractuels » comme les autres, un statut défavorable a été créé, sur mesure pour eux. L'argument premier de la SNCF est « qu'il n'y avait pas de loi interdisant ces pratiques à l'époque, puisque la première législation contre la discrimination date de 2001 » oubliant que l'égalité de traitement est inscrite dans la constitution de 1958 et aussi dans les textes de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) ou encore dans la convention européenne des Droits de l'Homme que la France a

APPLE VIENT DE BATTRE UN NOUVEAU RECORD

Il s'agit du montant des bénéfices enregistrés en un seul trimestre : 18 milliards de dollars. Grâce à la magie de l'optimisation fiscale, il ne va payer que 2 % d'impôts en France. Quand on fait des profits partout, cela permet de n'en payer nulle part. Ce genre de sport est pratiqué par la plupart des multinationales. Les gouvernements crient misère parce qu'ils n'ont pas d'argent pour financer leurs aides notamment aux « entreprises » ! Pourtant il y a là bien du fric à faire rentrer.

Dans la vie de nos sections

Béziers

Le 3 mars, ce sont 10 camarades qui se sont retrouvés ce jour pour cette réunion très sympathique de différentes villes ou villages de la région avec la présence d'un camarade du Bureau de la Liaison. La météo nous était favorable et ce fut un temps printanier qui nous a permis de déjeuner dehors en plein soleil.

Nous avons d'abord discuté de la défense de la ligne Béziers-Neussargues qui est extrêmement menacée. Un rassemblement a eu lieu à St Chély d'Apcher situé à la limite nord de la région le dimanche 1er mars qui a rassemblé 400 personnes de tous horizons. Certains de nos camarades retraités sont très actifs dans cette défense puisqu'ils participent au comité pluraliste à l'origine de cette manifestation. La SNCF envisage de fermer la ligne à partir du 1er janvier 2016, voire même avant. Déjà que cette région est en voie de désertification, cette suppression ne fera qu'ajouter au problème. Une nouvelle manifestation est prévue à Millau ce printemps.

Puis, nous avons abordé le sujet principal de la réunion, les Coordinations issues des grèves de 1986/87. Celles-ci sont déjà apparues lors de la grève des étudiants en novembre 1986 contre la réforme des universités. Les cheminots ont repris le terme qui signifiait pour eux, une organisation des grévistes par eux-mêmes. Le terrain était propice, au cours de l'année 1986, les fédérations syndicales avaient appelé à 14 jours de grève de 24 H qui avaient pas mal de succès tellement le mécontentement était présent. Mais les cheminots trouvaient avec raison que l'on se moquait d'eux. Ils se sont d'abord organisés en comités de grève puis en Coordinations car ils avaient compris que les fédérations ne pouvaient pas les emmener à gagner sur leurs revendications avec leur stratégie. Celle-ci épuisait plus les forces des travailleurs qu'elle ne parve-

Paris-Sud-Est

Le mercredi 18 mars dernier avait lieu une réunion de la section des retraités de Paris-Sud-Est. Une vingtaine de camarades y ont participé. Cette réunion avait pour but de raffermir les liens et d'accueillir les nouveaux retraités dans une section qui en compte pas loin d'une centaine ! Outre la réforme ferroviaire et les diverses manifestations d'actifs et de retraités, une grande partie de notre réunion a été consacré au débat sur la liberté d'expression et la laïcité dans notre société traumatisée par les attentats de janvier dernier. Après quoi la discussion s'est poursuivie à bâtons rompus autour d'un buffet bien garni, scellant ainsi le plaisir de nous retrouver dans la convivialité.

naît à faire plier les patrons.

Nous avons débattu longuement de cette grève, de ce qu'elle a montré sur l'organisation autonome dans la lutte. Nous avons aussi remarqué que les conditions ont changé et la mobilisation des cheminots est bien plus faible aujourd'hui.

Les camarades habitant Béziers nous ont expliqué ce qui a changé depuis l'élection de Robert Ménard à la mairie. La situation sociale ainsi que la démagogie sécuritaire développée par Sarkozy fait partie de ces causes. De même que la déception des politiques menées par les gouvernements dits « de gauche ». Pour mettre fin aux idées d'extrême droite : seules les luttes sociales pour stopper le chômage et pour une répartition des richesses plus égalitaire le permettront.

Nevers

Le 24 février, la section de Nevers s'est réunie avec plus de 20 participants. Après le point sur l'état des adhérents et de la trésorerie, la discussion a porté sur la participation aux manifestations. Puis, Marie-Claude a informé des dates où les retraités sont conviés à se mobiliser.

Ensuite, Sébastien, secrétaire adjoint du Syndicat Auvergne-Nivernais a fait le point sur la situation à la SNCF avec la réforme ferroviaire et les futures élections professionnelles. Il a souligné les difficultés auxquelles sont confrontés les actifs avec une direction qui ne tient pas les délais qu'elle devait tenir et le flou dans lequel elle maintient les O.S. La faible mobilisation pour s'opposer aux mauvais coups du Gouvernement et de la Direction fait partie des éléments qui ne facilitent pas les choses.

La réunion, avec la présence de 2 membres du bureau de la liaison, s'est terminée par le repas pris en commun dans la convivialité qui sied à cette équipe dynamique.

Chambéry

Le 10 mars a eu lieu une rencontre entre les retraités du syndicat régional savoyard et deux représentants du bureau de liaison national qui avait pour but de raffermir les liens entre militants autour de débats d'actualité. Bien entendu le projet Lyon-Turin a passionné les esprits, certains se déclarant farouchement contre, d'autres étant plus circonspects, avec des arguments intéressants. Ce qu'il faut retenir des échanges, c'est bien leur haut niveau intellectuel, que nous aimerions retrouver dans autres instances, dans le respect et l'écoute mutuels, sur des sujets complexes pour lesquels l'argumentation doit être solide. Très rapidement nous avons « débordé » sur l'épineux problème du réchauffement climatique, où, à défaut de livrer des solutions clés en mains, nous avons réfléchi avec lucidité et passion, les deux n'étant pas incompatibles, si l'honnêteté intellectuelle s'invite dans le débat. Vastes sujets, vastes problèmes, mais les retraités Sud-Rail ne sont-ils pas là pour aiguillonner les esprits ? C'est en tout cas dans une ambiance conviviale autour d'un buffet improvisé que les discussions se sont prolongées. Souhaitons qu'une synthèse voie le jour sur ces sujets de société cruciaux que nous nous devons d'aborder avec lucidité et sans compromission.

Le travail de nuit te nuit.

D'après une étude franco-britannique, le travail en horaires décalés ou la nuit n'est pas bon pour la santé. Sur une dizaine d'années de tels rythmes accélèrent le vieillissement d'environ 6 ans et demi, même si ceci est variable suivant les individus. Selon d'autres études, le travail posté est classé «cancérogène probable» par le Centre International sur le Cancer et l'OMS. Les travailleurs soumis à ces conditions sont ainsi les victimes du désir des patrons de profits plus élevés au détriment de notre santé.

Une seconde classe au Burkina Faso, il faut se bouger !

Nous avons lancé la souscription pour la construction d'une classe à Koaré au Burkina Faso en Juin 2011 sans connaître le coût réel d'une classe en dur ni la réussite de nos appels aux dons. Dans nos esprits, tout était simple. 900 adhérents retraités SUD-Rail versant au minimum 5 € par an et en 2 années, nous obtenions facilement les 9000 € nécessaires à la construction d'une classe. Très rapidement, nous nous sommes rendu compte qu'entre la théorie et la réalité, il existe une marge importante. En réalité, une petite centaine d'adhérents verse épisodiquement. Nous avons donc décidé de solliciter les syndicats et les structures SUD-Rail.

Ainsi, en 2012 et 2013, les syndicats de PSE, PSL, Bordeaux, Paris Est, Toulouse, Strasbourg, Normandie, Lyon, Les Centraux, SUD Transport Lille, Liaison Retraités et la Fédération Sud Rail et quelques dons collectifs, ont permis d'obtenir les sommes complémentaires nécessaires à la construction et à l'aménagement (tables-bancs, armoires, tableaux ..) de cette première classe.

En décembre 2013 la classe était achevée et en février 2014, cette structure était livrée et inaugurée en présence d'une délégation de retraités cheminots SUD-Rail venus à leur frais faire un petit voyage au Burkina. Dans ce pays, la vie n'est pas un long fleuve tranquille et quelques mois après l'inauguration, une tornade a endommagé le toit qui fut réparé rapidement.

Nous avons réussi notre 1^{er} objectif affiché, financer et construire une première classe dans un village perdu à 250 km de la capitale, là où l'Education nationale ignore la situation précaire des enfants et des enseignants. Nous nous étions engagés à utiliser l'ensemble des sommes versées exclusivement

à la construction et aux artisans concernés. Nous l'avons fait, chaque euro a été utilisé pour l'école.

Le second objectif était de faire découvrir ce pays, le village de Koaré, cette nouvelle classe à des cheminots de notre organisation qui se sont engagés dans ce projet de solidarité. Là encore, ceux qui sont venus, n'oublieront pas de sitôt, l'accueil, la gentillesse et l'état réel de la situation.

Le troisième objectif est de poursuivre cette solidarité pour construire la seconde classe en dur sur un engagement de 3 classes, une tous les deux ans !

2011 à 2013 pour la première ; 2013 à



2015 pour la seconde et 2015 à 2017 pour la dernière.

Notre objectif n'est pas atteint, nous avons du retard dans les dons reçus et à ce jour nous en sommes à la moitié.

Il est donc important pour les responsables retraités dans chaque syndicat de relancer les conseils syndicaux afin que les syndicats qui ont déjà versé continuent et tenter de convaincre, ceux, réticents, qui ne l'ont jamais fait !

Notre souscription est avant tout individuelle et nous déplorons le manque d'enthousiasme solidaire plus large qui par un petit geste peut faire aboutir le projet rapidement.

Nous savons que les temps sont durs mais nous pensons que tous ensemble, nous pouvons réaliser nos projets : donner un toit à des enfants pour leur permettre d'étudier dans des conditions décentes !

Quelques nouvelles du village : En janvier 2015, nous sommes allés rendre visite aux enseignants et au directeur

Théophile. La classe construite héberge cette année des élèves de CM2 avec en fin d'année scolaire, l'examen de passage pour la sixième. Nous avons livré une armoire supplémentaire dans cette école et deux tableaux noirs sur chevalets dans une autre école du village, perdue à 15 kms en brousse. Ces deux engagements avaient été pris lors du voyage de la délégation. Nous avons aussi remis des dictionnaires, des médicaments. L'accueil a été très chaleureux et autour du chef du village, des danses traditionnelles ont animé notre court séjour au village.

Nous comptons sur la mobilisation et la solidarité de tous les retraité(e)s pour faire aboutir notre projet de seconde classe avant la fin de l'année 2015 !

La seconde classe, comment faire ?

1/ En faisant un chèque à l'ordre de UFR SUD-Rail, inscrire au dos «Solidarité Burkina» et à envoyer à la Liaison.

2/ En autorisant un prélèvement. En demandant un virement permanent (mensuel, trimestriel... ou unique) à votre banque au profit du compte de l'Union Fédérale des Retraités Sud Rail 17 bd de la Libération 93200 ST Denis IBAN FR82 2004 1000 0168 0070 2Y02 074 et en spécifiant le libellé suivant : Pour Ecole Burkina - "Nom Prénom du donateur".



Poulets offerts en remerciement



6 Le lien du retraité

GRAND JEU CONCOURS DOTÉ DE NOMBREUX PRIX.

DESCENDEZ (A) LA PROCHAINE !

Dans la liste ci-dessous, choisissez la prochaine ligne ferroviaire rurale à fermer, faute d'entretien et de crédits, pour être avantageusement remplacée par un service d'autocars performant (surtout en cas de neige ou de verglas). Les dix premières bonnes réponses se verront récompensées dans l'ordre de réception par un des dix prix suivants. Ne tardez pas trop à nous envoyer votre réponse, le temps que mettra le courrier (la poste est dans le même état que la SNCF) sera peut-être supérieur à la prochaine décision de fermeture !

LISTE DES LIGNES TRES MENACEES :

1. Abbeville – Le Tréport
2. Busseau sur Creuse – Felletin
3. St Dié – Epinal
4. (Limoges) Nexon – Brive via St Yrieix
5. Laon – Hirson
6. St Pol – Etaples
7. Morlaix – Roscoff
8. Thiers – Boën
9. La Roche sur Yon – Thouars
10. Bédarieux – Millau – Neussargues
11. Carcassonne – Quillan
12. Marvejols – Mende



13. Une autre ligne, car cette liste risque de ne pas être exhaustive !

Incroyable ! A notre époque bénie de libéralisme heureux et de mondialisation prospère, ces lignes d'un autre âge, malgré leur délabrement et leur déliquescence, voient encore aujourd'hui passer une desserte squelettique de voyageurs par rail ! Inadmissible pour un gouvernement et un patron ferroviaire de « gauche » ! Rassurez-vous, cette obsolescence programmée va rapidement porter ses fruits, l'autocar « macronbiotique » est la solution à tous vos problèmes de transport.

LES DIX PRIX A GAGNER :

- 1^{er} prix : un pot d'échappement d'autocar en or massif gravé au nom glorieux de Macron
- 2^e prix : un pass carmillon valable un mois sur les lignes d'autocar SNCF
- 3^e prix : un séminaire avec la ministre de l'écologie, Mme Royal, qui vous expliquera comment ses reculades sur le nucléaire, l'écotaxe, le ferroviaire (et j'en passe) sauveront la planète
- 4^e prix : une carte en couleurs du réseau ferroviaire français en 2020 (on peut écrire dessus, il y a beaucoup de blancs !)
- 5^e prix : un paquet d'actions du consortium du tunnel Lyon Turin émis par la société Camorra
- 6^e prix : une carte demi-tarif valable pour un cheminot sur les LGV Bretagne et Sud-Aquitaine exploitées par un consortium Eiffage-Vinci
- 7^e prix : un stage d'insertion non rémunéré chez Euro-Cargo-Rail
- 8^e prix : un poste de consultant en fermeture de ligne dans la direction régionale SNCF de votre choix (avant disparition)
- 9^e prix : une carte d'adhérent au parti socialiste (grande valeur, objet rarissime !)
- 10^e prix : une photo dédicacée de Guillaume Pépy, que tout ce sabotage ferroviaire n'a pas l'air de déranger.

Le règlement complet de notre grand jeu-concours est déposé chez maître HONOME, huissier de justice libérale à Paricy-le-Flouze (Eure-et-Grave).

Lu dans le Monde Diplomatique d'avril 2015 :

D'après le FMI, la progression des revenus des dirigeants et des actionnaires des entreprises est due à la faiblesse des syndicats (ou à leur manque de combativité peut-être ?) Nous savons ce qu'il nous reste à faire.



Là où le cultuel rencontre le culturel, il y a la laïcité

En ce début d'année 2015, je ne suis pas plus lettré que les jours précédents, mais un traumatisme m'oblige à réfléchir à notre « généalogie » républicaine. On a assassiné mes amis de CHARLIE HEBDO, comme moi, ils sont laïques, libres penseurs, athées et se moquent de l'intégrisme religieux etc... (« C'est le choc, je pleure, j'ai la haine qui me possède... ») Et merde ! Le lendemain, c'est l'assassinat de juifs dans un hyper caché à Vincennes. Arrive le discours apaisant de mon « Président » de la République, pas une seule fois le mot laïcité sort de sa bouche (il m'énerve, il me prend pour un con...c'est possible...) Ensuite, il invite les représentants des cultes religieux à l'Élysée, je me dis : « Ce n'est pas croyable ! »

Le 11 janvier 2015, c'est la grande manifestation (heureusement beaucoup d'entre nous ne voulait pas de slogans islamophobes), je me prépare mon affiche avec ces mots : « Je refuse l'intolérance et le sectarisme religieux, vive la libre pensée, Liberté – Egalité – Fraternité – LAÏCITE » et je signe en bas à droite : Je suis CHARLIE.

C'est un rassemblement énorme, je suis content, je retiens le plus positif de cette manifestation ; l'esprit républicain et je veux oublier les invités de mon Président. (D'autres plus tard, parleront d'esprit du 11 janvier, pourquoi pas.)

Depuis le temps a passé et des questions fusent dans toutes les directions (l'économie, la géopolitique, le sociétal, la liberté d'expression etc...)

Comment mon pays (vieille puissance coloniale) au nom de la croissance, du commerce, des calculs mercantiles, comment peut-il s'afficher avec des monarchies où les rois gouvernent selon la loi islamique qui condamne toutes les libertés d'expression ? Des dictatures qui oppriment les journalistes ? Comment nos élus ont-ils pu délaissé les valeurs de la laïcité ?

« L'important n'est pas ce qu'on fait de nous, mais ce que nous faisons nous-mêmes de ce qu'on a fait de nous ». J. P. Sartre :

Au XVIII^{ème} siècle des savants, des écrivains, des philosophes, des encyclopédistes ont commencé à douter de l'hégémonie cléricale, c'est les Lumières ; mais combien de souffrances, d'assassinats, de tortures pour simplement opposer aux croyances de la religion, la science, l'intelligence et le bien-être humain. Enfin, la révolution française, Liberté – Egalité – Fraternité, la première déclaration des droits de l'homme, le clergé perd ses biens et ses droits pour une courte durée. Arrive la loi de 1905 qui confirme les fondements d'une république laïque ; bien avant, Jules Ferry, en précurseur avait fait voter la loi sur l'école primaire obligatoire, gratuite et laïque. Tous ces républicains avaient compris qu'un Etat de progrès et de savoir devait se séparer du cultuel et des puissances cléricales tout en laissant à chaque individu ses convictions politiques, philosophiques et religieuses...

Aujourd'hui, ces questions se posent brutalement dans tous les pays du monde, pour la mémoire de ces laïques nous devons réactualiser les valeurs de Laïcité, et je suis certain que notre lutte est facilitée, le travail a été fait par nos ancêtres.

Chers amis, camarades, ma réflexion est spontanée en forme de témoignage, elle n'est pas technique ou historique, je ne suis pas chercheur. Les événements (comme chaque fois) m'ont surpris comme un tsunami ou une épidémie. Aujourd'hui, nous avons le savoir et les remèdes pour prévoir ces drames et malgré tout ils nous tombent dessus.

La laïcité est le vaccin contre l'intolérance et le cléralisme. Notre cultuel a évolué avec l'immigration des pays musulmans, cela doit réactiver toutes nos valeurs républicaines et principalement la laïcité.

Notre Dame Des Landes. 11 et 12 juillet 2015 : rassemblement annuel des opposants à l'aéroport. Retenez cette date.

Contrôle au faciès, ça continue.

Selon le CNRS et Open Society, les personnes ayant la peau colorée sont de 6 à 8 fois plus contrôlés par la police. Cela prouve que le racisme est bien présent chez les policiers et gendarmes et que le gouvernement s'en moque malgré les déclarations de Hollande.

Préjudice anxiété amiante

Le 12 mars, nous avons rendez vous au conseil des prud'hommes de Paris pour l'audience publique dans l'affaire qui nous oppose à la SNCF sur les 156 dossiers sur le préjudice d'anxiété amiante. Nous étions avec notre avocat et les coordinateurs de ces dossiers une petite soixantaine seulement. Il est dommageable que certains ne suivent pas la démarche entreprise depuis juin 2013. Je remercie le syndicat de Paris St Lazare pour la restauration et les camarades retraités qui sont venus nous soutenir.

Pour les plaignants de l'entreprise ISS, la SNCF et ISS font appel.

Radio et télé étaient présents pour prendre la température et interview des différents acteurs de cette procédure. Un rendu de la cour de cassation de Lyon en date du 3 mars 2015 perturbe les plaignants. Notre avocat indiquant que nous irions jusqu'au bout de cette affaire. La dernière instance étant la Cour de justice européenne.

Après les plaidoiries des avocats, le Président nous donne rendez-vous le 1^{er} juin pour le rendu du jugement. Il est plus que conseillé (hormis excuse valable) de se présenter aux prud'hommes pour l'audience lorsqu'on est concerné dans cette procédure. Nous vous tiendrons informés dès que nous aurons le verdict.

Jumelage Franco-Albanais (suite)

La situation socio-économique et l'Histoire de l'Albanie ayant été traitées (voir numéros 54 et 55 du «Lien du Retraité»), nous allons regarder la réalisation concrète de ce jumelage.

Le syndicalisme est par nature indépendant du pouvoir politique, des directions d'entreprises, et est basé sur la défense des intérêts des salariés et sur la démocratie ouvrière. Mais dans l'Albanie de 1999, quand débute le jumelage,

ce n'est pas encore ce syndicalisme. Malgré un nombre important d'adhérents (constante dans ce pays), il n'y a pas de réelle mise

en œuvre du rapport de force, et pourtant les problèmes ne manquent malheureusement pas. Dans le contrat de coopération entre les syndicats de Lille et de Shkodra, nos camarades albanais sont donc demandeurs de notre expérience, de connaissances sur nos stratégies, nos revendications, et sur notre fonctionnement, dont la place des adhérents dans la prise de décisions.

Nous avons animé, avec l'aide d'un interprète (!), plusieurs stages de formation, regroupant des cheminots, des conducteurs de bus, de taxis, de minibus (moyen de transport très prisé avant l'acquisition de la voiture personnelle). Dans ces stages, comme dans nos conversations amicales, nous nous sommes toujours interdits d'être des maîtres avec des élèves, des donneurs de leçons. Nous ne sommes que des syndicalistes avec une expérience de luttes qui a fait ses preuves, dans un contexte différent de l'Albanie. C'est à partir et grâce à ce postulat que notre

jumelage existe encore : nos amis peuvent construire leur syndicalisme à leur façon, en retirant du nôtre ce qui leur semble intéressant et utile pour les travailleurs albanais. En retour, nous avons beaucoup appris de leur réalité, de leurs façons de militer. Le syndicalisme ne s'exporte pas, il s'enrichit d'apports extérieurs, d'expériences et de conquêtes sociales autres. Nous avons également animé deux stages pour aider des responsables à organiser des équipes, des débats, et à s'impli-



Aux environs d'Elbassan

quer dans la construction d'une réelle fédération.

Pour faire tout cela, il faut des moyens matériels : locaux (fournis par le chef de gare de Shkodra), mobiliers, matériels de bureau, et nous avons pris en charge cette nécessité. En juin 2002, un camion est parti de Lille avec des bureaux, des armoires, des chaises et d'autres fournitures, qui nous avaient été laissées par le Conseil Général du Nord qui s'en «débarrassait» pour un renouvellement. Quant au camion, nous l'avons négocié «tout gratis», grâce à notre Délégué Syndical dans une entreprise de transports : le patron acceptait de donner sa quote-part à notre jumelage ! Et oui, ce genre de patron, ça existe, mais c'est très rare !!! Après quelques péripéties avec l'administration du port de Durrës, et avec l'aide de l'Ambassadeur d'Albanie à Paris, nos camarades ont pu bénéficier de moyens de travail plus efficaces.

Dernier aspect, et non des moindres, de cette coopération : il faut que tout le monde se sente partie prenante pour poursuivre vers le long terme. Les acteurs syndicaux sont au départ à 100%

masculin : débats, victoires syndicales dans le pays leur sont «réservés» ... Les femmes des responsables assument les tâches d'intendance, comme d'habitude !!! Il fallait absolument dépasser cet état de fait : c'est pourquoi nous avons ensemble très rapidement ouvert nos activités aux femmes des militants, albanaises et françaises : des voyages touristiques en Albanie, ensuite en France (2005 dans le Nord, 2008 dans les Landes). Le jumelage a alors pris une autre dimension, positive. Le syndicalisme ne peut pas être une affaire d'experts, c'est celle de femmes et d'hommes convaincus de se battre pour des objectifs de mieux être, dans une société plus humaine.

La mort accidentelle d'Hassan, notre ami albanais, a pendant quelques temps bouleversé les activités, il nous manque à tous. Aujourd'hui, notre ami Alfred, contrôleur de train et surtout initiateur du jumelage avec Hassan, a pris le relais. Il sera d'ailleurs présent à Lille le 24 avril 2015 au Congrès de l'Union Solidaire des Transports Nord-Pas-de-Calais.

Tous nos lecteurs auront bien compris que ce jumelage est très important à deux titres : pour le développement du syndicalisme de luttes dans un des pays les plus pauvres d'Europe, pour un peuple qui a tout à gagner ; et ensuite pour nous, qui avons trouvé là-bas bien plus que des amis, et qui avons appris à connaître un peuple si sympathique et accueillant. Ça fait toujours beaucoup de bien d'ouvrir les fenêtres et de respirer une autre vie ! Les copains qui ont découvert le Burkina-Faso et ses habitants vous en diraient autant. Alors, un conseil d'amis : allez en Albanie, visitez ce beau pays et découvrez son peuple ! On peut vous faire bénéficier de notre expérience de 15 ans, alors n'hésitez pas !

A voir au cinéma ou à sa sortie en DVD : **SELMA** sur le combat de Martin Luther King pour les droits civiques des noirs aux USA.

Les printemps du nucléaire ou les anniversaires que l'on voudrait bien oublier

Le 28 mars 1979, vers 4 h du matin heure locale, une vanne de décharge reste ouverte, à la suite « d'actions inadaptées » du personnel, le système de refroidissement du réacteur N°2 de la centrale de Three Mile Island aux USA tombe en panne... et : **PFUIT !!** : une partie du combustible entre en fusion. La cocotte minute qu'est l'enceinte de confinement, n'en peut plus. La fuite de radioéléments est avérée mais relativement contenue, nous dit-on.

L'enfer venait de lancer un avertissement...

Sept ans plus tard, le 26 avril 1986, 1h 23 mn 49s du matin heure locale, en voulant tester la possibilité d'une production supplémentaire d'énergie en cas d'arrêt d'urgence d'un réacteur,

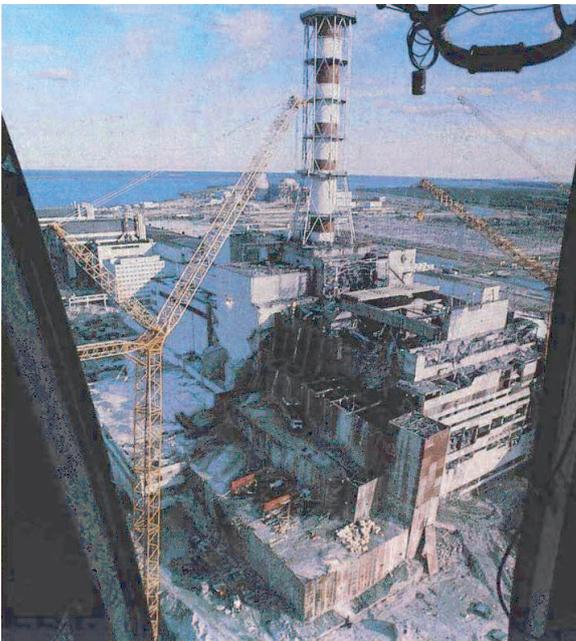
l'expérience des apprentis sorciers du nucléaire tourne mal, le système de refroidissement devient inopérant, la fusion du coeur commence... et : **BOUM !!** : le réacteur N°4 de la centrale de Tchernobyl s'envoie en l'air. L'enfer venait de montrer son visage en Ukraine, Russie et Biélorussie.

Vingt cinq ans après Tchernobyl, le 11 mars 2011, 14 h 46 mn 23 s heure locale, un séisme au large des côtes japonaises, entraîne un tsunami impressionnant. L'océan pénètre jusqu'à 10 km à l'intérieur des terres et ravage près de 600 km de côtes... Le système de refroidissement de la centrale de Fukushima Daiichi est noyé...et :

BOUM !!: suite à la fusion de leur coeur, trois des quatre réacteurs se lan-

cent dans un joyeux concours d'explosions et éjectent une quantité phénoménale de radionucléides dans l'atmosphère. Le quatrième par chance est à l'arrêt, il n'y participera pas. Le Japon découvre l'enfer...

Sans parler de l'accident dû à l'inondation de la centrale du Blayais provoquée par la conjugaison des grandes marées et d'un vent violent le 27 décembre 1999 et qui a failli être notre Fukushima, voici des anniversaires que



Fukushima après l'explosion

l'on ne souhaiterait pas célébrer.

Souvenons-nous que :

Three Mile Island, c'est : 200 000 personnes qui s'enfuirent de la région en deux jours, la mortalité infantile qui augmentera de 47% dans les 2 ans qui ont suivi l'accident et bien d'autres choses non re-

connues officiellement afin de ne pas nuire à l'industrie du nucléaire.

Tchernobyl, 29 ans après, c'est : 600 mille à 1 million de liquidateurs dont 350 000 au moins sont morts, 130 000 personnes évacuées en 48 heures, des centaines de villages ou kolkhozes ensevelis à coup de bulldozers et inhabitables pour toujours, 9 millions de personnes cobayes qui vivent encore en zone faiblement contaminée. Les retombées radioactives auront fait entre 600 000 et 900 000 morts, nous dit une étude publiée en 2009 par l'Académie des Sciences de New York. Et... l'histoire est loin d'être terminée!

Fukushima, 4 ans après, c'est : le refroidissement des 3 réacteurs endommagés et ses 400 tonnes d'eau extrêmement contaminées rejetées

chaque jour dans l'océan, 32 millions de personnes qui ont été exposées à des radiations à des degrés divers au moment de la catastrophe, 120 000 personnes déplacées, des zones inhabitables à jamais. Et... nous n'en sommes qu'au début ...

Pour toutes les contrées fortement touchées, il n'y a plus de printemps, c'est désormais l'hiver nucléaire en toutes saisons, ces territoires sont impossibles à décontaminer complètement et resteront inhabitables éternellement.

Les printemps ne sont décidément pas cléments pour le nucléaire. Tout comme pour les saisons dont le printemps marque le début d'un cycle, ces catastrophes n'en sont qu'à leur commencement.

Doit-on rappeler aussi que les gisements d'uranium seront épuisés d'ici un siècle et que les déchets générés par cette industrie continueront à polluer la planète pour des milliers d'années et ceci bien après l'arrêt des centrales. Et nous ne parlons pas des conditions d'exploitation des mines d'uranium, ni de ses effets sur les travailleurs et leur environnement, notamment au Niger. Sans changement d'énergie à court terme, c'est bien l'hiver permanent qui finira par s'abattre sur l'humanité.

Que retiennent nos « décideurs » de tout cela : rien !!!... en attendant le prochain accident !



Solidarité au quotidien. Coopérative alimentaire de la Goutte d'Or

C'est une petite échoppe rue Myrrha dans le XX^{ème} arrondissement de Paris. Un commerce alimentaire presque ordinaire. Sauf que le caissier ou la caissière n'est jamais le même et que pour payer, il faut montrer sa carte d'adhérent. Projet participatif autogéré en lien direct avec les producteurs, la « Coopérative alimentaire de la Goutte d'or » fonctionne sans salarié : en adhérant les usagers s'engagent à donner 2 H et demi par semestre pour tenir la boutique. L'ambiance est à la camaraderie, plus proche de celle du café que du



commerce. Evidemment, une poignée de personnes s'investissent un peu plus. Christophe, par exemple, qui auparavant s'occupait de l'AMAP du quartier et qui a fait partie de ceux qui ont monté le projet. Par le nombre d'adhérents et le taux de satisfaction, c'est un succès qui pose le problème de l'agrandissement de la taille du local. Dans les projets, une attention particulière aux relations avec les petits producteurs, un point de collecte avec mutualisation du transport et un système de paiement solidaire pour les personnes à revenu modeste. Un modèle pour s'opposer à la grande distribution qui cultive le mépris pour les consommateurs.

Pour avoir une autre vision des Médias : L'association « *Action Critique Médias* » et son site : acrimed.org

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités-es Solidaires

L'UNIRS, réunie le jeudi 19 mars 2015, a discuté du contexte, des relations avec les organisations syndicales de retraités-es et de leurs mobilisations, du projet de loi sur l'Adaptation de la Société au Vieillessement, des retraites complémentaires malmenées et de la vie interne de l'UNIRS.

La discussion sur le contexte économique, social et syndical a porté sur La Grèce, le gouvernement Syriza, élu pour en finir avec l'austérité, qui subit l'étau de la Troïka, accepte un compromis pour gagner du temps et prend des mesures contre la fraude fiscale, la corruption et le clientélisme, pour l'augmentation du salaire minimum... L'avenir dépend du rapport de forces du gouvernement grec avec la Troïka et l'UE, de notre meilleure solidarité.

La loi Macron, le travail du dimanche et de nuit, les licenciements facilités, les casses des institutions représentatives du personnel, de l'inspection du travail, des prud'hommes, de la médecine du travail... Ces reculs n'ont pu être votés qu'en utilisant le 49.3.

Les mobilisations syndicales sont bien faibles. Seul le secteur du commerce a un peu mobilisé contre l'ouverture de commerces le dimanche. La journée du 9 avril, appelée par CGT, FO, FSU et Solidaires contre le pacte de responsabilité, l'austérité et la loi Macron, sera-t-elle le lancement d'un processus ?

Les relations entre organisations de retraités se passent mieux, avec CGT, FO, CFTC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR et UNRPA, probablement un effet de l'ampleur des attaques contre les retraités-es et la situation dramatique de beaucoup. La journée d'actions du 17 mars a montré le fort développement de l'UNIRS, maintenant présente dans une quarantaine de départements et capable de sortir la banderole à Paris.

Projet de loi sur l'Adaptation de la Société au Vieillessement, les 3 axes sont rappelés et discutés : anticiper pour repérer et combattre les premiers facteurs de risque de la perte d'autonomie ; adapter les politiques publiques au vieillissement, en particulier les logements, l'environnement urbain ; améliorer la prise en charge des personnes en perte d'autonomie, notamment en relevant les plafonds de l'Allocation Personnalisée d'Autono-

mie à domicile (APA), en réduisant les restes à charge et en prenant davantage en compte les « aidants ».

Certes un certain nombre de dispositions de ce projet de loi répondent à nos demandes, mais d'autres nous inquiètent sérieusement, en particulier l'importance donnée à la « Silver économie », nouvel eldorado économique de la robotique destiné à remplacer les personnels toujours trop chers, supprimant les relations humaines, familiales, chaleureuses. Ce projet est loin de répondre aux besoins, son financement par la CASA des retraités-es ne suffit pas car il faudrait un autre partage des richesses.

Après un passage au Sénat, le texte reviendra à l'Assemblée Nationale avant l'automne, nous devons préparer la mobilisation.

Les retraites complémentaires sont menacés de reculs importants. Un projet de fiche est présenté et discuté. La première partie rappelle la place des complémentaires (4 retraités es sur 5) et le fonctionnement des complémentaires Arrco (tous les salarié-es) et Agirc (les cadres) : système à prestations définies qui ne permet pas de connaître la pension qui sera attribuée à la fin, baisse du montant de la pension pour équilibrer les comptes... Avant les négociations le Medef a tout remis en cause : recul de l'âge de départ, baisse de la pension, fusion des caisses pour que celle des salariés aide celle des cadres. Là aussi, la mobilisation sera nécessaire, pour le privé et tous les autres, car les reculs du privé ont toujours été appliqués ensuite à tous.

Vie interne de l'UNIRS : les cotisations 2015 « rentrent » assez régulièrement, la quarantaine d'équipes « UNIRS Solidaires », parfois très réduites, dans les départements commencent à avoir le réflexe de faire suivre le compte rendu de leurs activités, un premier collectif se met en place sur Paris et l'Ile-de-France. Pour mieux apparaître dans les manifestations, il sera commandé des casquettes, gilets, badges et drapeaux « Solidaires retraitées et retraités ».

Prochaines réunions : CA puis Assemblée Générale le 23 avril 2015 mettant l'accent sur notre dossier revendicatif, le logement des personnes âgées, le projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement...

CULTURE

Pour ce Lien N°56, l'équipe de rédaction vous propose 2 pages de conseils de lecture. Voici quelques livres que nous avons aimés et que vous pouvez acquérir dans votre librairie de quartier ou emprunter à la bibliothèque de la Fédération. Bonne lecture !

Florence Aubenas
En France

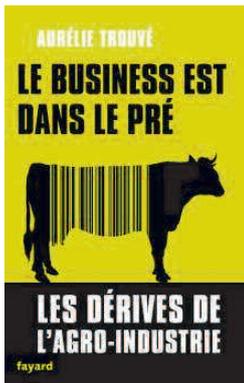
En France (Florence Aubenas - Editions de l'Olivier - 18€)

Depuis son arrivée au Monde comme grand reporter, Florence Aubenas continue d'explorer la "France d'en bas". Loin des beaux quartiers, elle arpente les plages du sud-est, les banlieues ou les villes du Nord, à la recherche d'un peuple de plus en plus délaissé par le monde politico-médiatique. «En France», réunit la majeure partie de ces reportages. Fidèle à l'esprit qui animait «Le quai de Ouistreham», ce livre s'attache avant tout à capter l'humain, en restituant un certain "ton" - tantôt gouailleur, tantôt désabusé ou parfois même révolté - qui est celui des interlocuteurs de Florence Aubenas, avec qui elle a su nouer une vraie complicité. C'est alors seulement que se dévoile son vrai propos, qui est de nature essentiellement politique, au sens noble du terme. Chômeurs, parents d'élèves, jeunes filles de banlieue, électeurs de gauche ou du Front national, ils dessinent l'un des visages possibles de la France de demain.



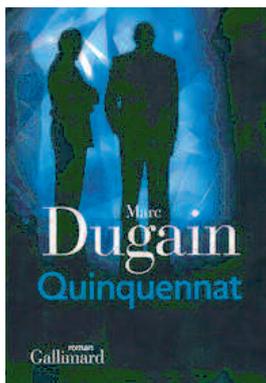
Les usurpateurs (Susan George - Le Seuil - 17 €)

Lobbyistes au service d'une entreprise ou d'un secteur industriel, PDG de transnationales dont le chiffre d'affaires est supérieur au PIB de plusieurs des pays dans lesquels elles sont implantées, instances quasi-étatiques dont les réseaux tentaculaires se déploient bien au-delà des frontières nationales : toute une cohorte d'individus, qui n'ont pas été élus, ne rendent de comptes à personne et ont pour seul objectif d'amasser des bénéfices, est en train de prendre le pouvoir et d'orienter en leur faveur des décisions politiques majeures, qu'il s'agisse de santé publique, d'agroalimentaire, d'impôts, de finance ou de commerce. Ces usurpateurs s'ingèrent dans les affaires du monde à coups de financements et de renvois d'ascenseurs, s'infiltrent dans les Nations Unies et, sous la houlette de Davos, œuvrent pour un monde à leur image. Ils décident du contenu de traités commerciaux stratégiques, qui se négocient dans le plus grand secret mais toujours sous l'œil attentif des représentants du secteur privé. Cette clique entrepreneuriale tient les citoyens ordinaires sous sa coupe et ne s'embarrasse guère de l'intérêt public et du bien commun. Il est grand temps de les arrêter.



Le business est dans le pré (Aurélie Trouvé - Fayard - 18€)

Quel avenir pour l'agriculture ? Des fermes-usines rassemblant des milliers de vaches ou de porcelets ? Une participation massive des banques et fonds de pension dans le financement de l'agriculture ? Une dérégulation totale des marchés et une augmentation des importations ? L'économiste Aurélie Trouvé dresse le bilan des dérives de notre modèle agricole. Pour mieux comprendre les défis actuels et les mesures essentielles à mettre en œuvre pour inventer une autre agriculture.



Quinquennat. Roman - Marc Dugain- Gallimard -19,50€.

Favori à l'élection présidentielle, Launay a scellé pendant la campagne un pacte avec son plus farouche adversaire, Lubiak, issu du même parti que lui. Mais Launay rêve de s'inscrire dans la postérité. Alors il change la donne en soumettant au référendum une nouvelle constitution. Une lutte à mort débute entre les deux hommes. Launay décide de se défaire de l'emprise que les services américains ont sur lui. Les alliances de circonstance, soudées avant l'élection, se renversent, et la lutte entre services de renseignement s'intensifie. Dans cette intrigue vertigineuse et actuelle, Marc Dugain réussit à entrer au plus profond de l'intimité psychologique de ses personnages et de la réalité tragique du pouvoir, là où les raisons de la lutte n'importent plus et où l'élimination de l'autre devient un objectif en soi.

Allah est grand la republique aussi. (Lydia Guirous. J.Cl. Lattès 17 Euros)

Loin de haïr sa nouvelle patrie, Lydia Guirous, qui a fui la guerre civile en Algérie, raconte son parcours, entre rêve français et désillusions, dans un pamphlet brûlant contre tous les communautaristes. Incapables de s'adapter, réfractaires et violents, ces derniers constituent le terreau de toutes les dérives, celles-là-mêmes qui ont donné les Mohamed Merah ou, plus récemment, les Mehdi Nemmouche. Autant d'intégristes qui la désignent, elle, la jeune femme bien intégrée, comme une « colla-beur »...



À travers des anecdotes tantôt savoureuses, tantôt grinçantes, elle raconte le traitement réservé aux femmes, le leurre de la double culture qui fait de vous des apatrides, le jeu trouble des politiques quels qu'ils soient, la responsabilité du FN qui, par ses discours, stigmatise les comportements communautaristes et les renforce. Forte de son expérience et de ses convictions, elle propose des solutions pour aller de l'avant et parie sur un avenir lumineux et apaisé.

Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple. Danton



“L'eau qui ne coule pas fait un marais, l'esprit qui ne travaille pas fait un sot”

Victor Hugo



Pas pleurer. Lydie Salvaire. Prix Goncourt 2014. Seuil 18,5 Euros.

Entre la voix révoltée de Georges Bernanos, témoin direct de la guerre civile espagnole, qui dénonce la terreur exercée par les nationaux avec la bénédiction de l'Église catholique contre les « mauvais pauvres » et celle, roborative, de Montse, mère de la narratrice et « mauvaise pauvre », qui, 75 ans après les événements, a tout gommé de sa mémoire, hormis les jours radieux de l'insurrection libertaire par laquelle s'ouvrit la guerre de 36 dans certaines régions d'Espagne. Ce sont ces jours que l'adolescente vécut avec candeur et allégresse dans son village de haute Catalogne qu'elle nous fait partager avec bonheur. Surtout, une très belle description des rapports entre les différentes options que proposait la Révolution.



Le Livre Noir des Banques. ATTAC et Basta. Les liens qui libèrent 21,5 Euros.

Des centaines de milliards d'euros : c'est ce qu'ont coûté les plans de sauvetage des banques françaises après le quasi-effondrement du système financier mondial en 2008, pris au piège de ses propres folies spéculatives. Indignation de l'opinion, grandes promesses de régulation : on allait voir ce qu'on allait voir pour recadrer une finance devenue « ennemie ».

Six ans plus tard, où en est-on ? Les banques sont-elles redevenues utiles à l'économie et à la société ? C'est tout le contraire. Ce livre a soulevé un certain nombre de questions sur le fonctionnement des principales banques françaises, et sur les stratégies de leurs dirigeants. Le livre-enquête des militants altermondialistes d'Attac et du site Basta dresse un bilan inquiétant de l'état de l'économie mondiale



Est-ce ainsi que les Hommes vivent ? Claude Halmos. Fayard 18,5 Euros.

Aujourd'hui, la crise économique n'épargne plus personne, plus rien. Perdre son travail, craindre de le perdre, devoir réduire sa consommation, être témoin du malheur des autres et redouter d'en être à son tour victime : ces épreuves atteignent l'individu au-delà du simple stress. Car ces coups ne sont pas seulement des atteintes à un « avoir », ils sont autant de blessures infligées à notre « être ». La crise économique a enfanté une crise psychologique qui érode, corrode, lamine les cœurs, les corps et les têtes. Or, de cette crise, nul ne parle : ni les politiques, ni les médias, ni les « psys ». Ce silence a de graves conséquences sur les individus ; il renforce leur angoisse et les enferme dans une honte qui n'a pas lieu d'être. Dire à quelqu'un : « Ce n'est pas vous qui êtes malade, c'est le monde qui l'est. » Ce livre dit les ravages psychologiques de la crise pour apprendre à y résister.

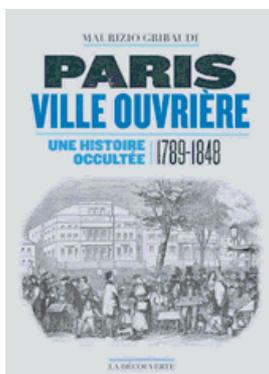
Paris, Ville ouvrière 1789/1848. Maurizio Grimaldi. La Découverte. 29 Euros.

La vision du Paris de la 1^{ère} moitié du XIX^{ème} siècle c'est la modernité de la ville bourgeoise qui se développe à l'ouest et autour des Grands Boulevards avec les quartiers du centre et de l'est considérés comme des espaces immobiles et à l'écart du progrès.

Ce livre propose une vision renouvelée de ce Paris populaire et montre au contraire qu'il s'agit de lieux extrêmement dynamiques, où se développent des formes de production novatrices et économiquement efficaces et où se construit un modèle de modernité propre au monde ouvrier, fondé sur la demande de démocratie locale et sur une vision participative de la société. On y voit la présence d'une autre modernité, qui a germé dans l'horizon ouvrier de la 1^{ère} moitié du XIX^{ème} siècle et fleuri les révolutions de 1848 et 1871.

Si la répression de ces mouvements a brisé cet élan, la République démocratique et sociale rêvée par le mouvement ouvrier a laissé ses traces dans la société française, et l'on voit aujourd'hui resurgir certaines thèses qui en sont héritées (la demande de démocratie directe et de nouvelles formes d'organisation du travail, le modèle associatif comme base de solidarité nationale).

Un beau livre sur ce Paris ouvrier du XIX^{ème} siècle méconnu.



Fédération SUD-Rail Tel : 01.42.43.35.75 federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr

Liaison retraité-e-s 17 Bd de la Libération 93200 Saint Denis Tel 01 42 43 99 77
Mail : retraitesudrail@retraitesudrail.org - Blog : www.retraitesudrail.org

